

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2456
28 août 2015
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Le journal
d'Arlette Laguiller

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

En France comme en Grèce



Krachs en série

**Nouveaux
spasmes
de la crise**

page 6

Paysans mobilisés

**Le gouvernement
ne s'occupe
que des gros**

page 5

Migrants

**Aucun répit
dans l'Europe
capitaliste**

page 12

En France comme en Grèce, les fausses promesses ne remplaceront pas les vraies luttes

Élu il y a sept mois sur un programme anti-austérité, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a démissionné pour provoquer de nouvelles élections. Désavoué par une fraction de son parti, Syriza, il veut trouver une nouvelle majorité pour appliquer le programme d'austérité dicté par les dirigeants européens.

Pourtant début juillet, et à la demande même de Tsipras, la population grecque avait rejeté par référendum ce programme d'austérité qui comporte le report de l'âge de la retraite à 67 ans, l'augmentation de la TVA, des privatisations et la mise sous tutelle financière du pays. Mais les dirigeants européens, Hollande et Merkel en tête, n'en ont tenu aucun compte. Ils ont imposé la loi des banques, qui veut que, quoi qu'il arrive, les intérêts de la dette grecque leur soient payés.

Tsipras s'est donc incliné et c'est maintenant lui qui va présenter l'addition à la population pauvre de son pays. Faut-il s'en étonner ? En France en 2012, on a bien vu le candidat du PS François Hollande se présenter en déclarant : « *Mon ennemi c'est la finance.* » Et si Tsipras a au moins essayé de résister, Hollande, lui, a fait immédiatement les volontés du capital.

Et c'est ce même Hollande qui aujourd'hui aide le patronat en lui versant des dizaines de milliards d'argent public, au détriment des écoles, des hôpitaux et de tous les services essentiels utiles à la population. C'est même lui qui, face aux exigences des éleveurs de porcs de pouvoir au moins vivre de leur travail, refuse d'imposer quoi que ce soit aux capitalistes de la distribution. Et c'est encore lui qui, en tant que dirigeant européen, impose à ses homologues d'Athènes une politique d'austérité encore pire que la sienne.

De la France à la Grèce, il y a là plus qu'une ressemblance. Si des dirigeants politiques qui se présentent en adversaires de l'austérité s'inclinent dès qu'ils sont au gouvernement, c'est que le véritable pouvoir est ailleurs. Il est entre les mains des capitalistes et des banquiers. Ce sont eux qui tiennent dans leurs mains les rênes de l'économie et qui la dirigent en fonction d'un seul impératif, qui est d'assurer leurs profits.

La seule loi que connaissent ces gens-là, c'est celle qui veut que le capital rapporte, qu'il soit investi dans des banques, dans la production d'armes ou dans la dette des États, qu'il

soit utile à quelque chose ou non. Peu leur importe s'il faut pour cela saigner à blanc une population et appauvrir dramatiquement un pays, comme c'est le cas de la Grèce.

Même si c'est absurde, même si l'austérité imposée aujourd'hui non seulement à la Grèce mais à tous les pays européens ne fait que les enfoncer un peu plus dans la crise et conduit le monde entier à l'abîme, l'important pour ces gens-là est qu'ils encaissent leurs dividendes. Et ils savent faire comprendre à des Hollande et même à des Tsipras que, quelles que soient leurs promesses électorales, ils devront s'asseoir dessus pour appliquer la seule loi de l'économie capitaliste, qui est la loi du profit.

Cela n'empêchera certainement pas que d'autres se présentent, en faisant des promesses qu'ils ne pourront pas ou ne voudront pas tenir. En France, on voit même un Montebourg, ex-ministre de Hollande, s'afficher avec Varoufakis, l'ex-ministre des Finances de Tsipras, pour prétendre représenter une alternative, alors qu'au gouvernement Montebourg n'avait fait que s'aligner sur la politique de Hollande en y ajoutant sa pincée d'esbroufe.

Les travailleurs ne peuvent continuer à se laisser ainsi balotter de promesses en promesses, alors que leur situation s'aggrave et que les attaques du patronat se multiplient. Ils ne peuvent faire confiance à des politiciens qui promettent que tout ira mieux à condition de les porter au pouvoir et ensuite de les laisser faire. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

La force des travailleurs est dans leur nombre, mais aussi et surtout dans le fait qu'ils produisent toutes les richesses de cette société. Ils doivent se servir de cette force pour imposer, quoi qu'il arrive, leur droit à une vie décente. Mais ils doivent aussi se donner les moyens d'imposer que la société soit organisée en fonction, non pas du profit, mais des besoins de tous.

Une telle société ne sera possible qu'à condition de mettre fin à la dictature que les capitalistes et les banquiers parasites font peser sur la majorité de la population. Et cela ne pourra résulter que de l'action de la classe ouvrière, de sa capacité à s'organiser et à se servir de sa force, en ne faisant confiance qu'à elle-même pour changer cette société.



Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		DANS LE MONDE	
Impôts : Hollande promet, les travailleurs payent	3	Les ZTI et le travail du dimanche	5
Retraite : un décret, pas d'embauche	3	Rentrée scolaire	8
Thalys : la police incitée à contrôler au faciès	4	Travailleurs sans papiers	9
Pétrole : baril en baisse, marges en hausse	4	Energies renouvelables	9
RSA, Pôle emploi	4	Après le Viagra : désir de profit et profit du désir	2
Les Verts, Montebourg	4	Migrants : pas de refuge dans l'Europe capitaliste	12
Agriculteurs endettés : sous la menace des industriels, du gouvernement et de la FNSEA	5	ENTREPRISES	
Urgences fermées	5	Toyota, ONET, La Poste, Alcon-Kaysersberg, Intenational Paper	10
		IL Y A 75 ANS	
		Bolloré en Afrique : pas fini le temps des colonies	11
		L'assassinat de Léon Trotsky	12

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Impôt : Hollande promet, les travailleurs paient

Hollande a promis de baisser l'impôt sur le revenu des particuliers « *quoi qu'il arrive* » en 2016. Valls a surenchéri: « *Ce n'est pas une promesse, c'est un engagement.* » Puis, ces fortes paroles prononcées, aucun n'a donné la moindre précision sur ce que cela pouvait recouvrir.

Par contre, il n'est aucunement question de baisser la TVA, que Hollande a augmentée début 2014. Or c'est l'impôt qui rapporte le plus à l'État, c'est aussi le plus injuste car il touche bien plus les revenus des classes populaires que ceux des possédants.

Cela ne concerne pas davantage les impôts locaux, qui n'ont cessé de progresser ces dernières années (de plus de 3 % par an en moyenne). Pour les classes populaires, en réalité, il n'y aura pas de baisse d'impôts.

Pour les patrons, par contre, les engagements de Hollande sont plus concrets: les 41 milliards de cadeaux fiscaux sur quatre ans grâce au CICE seront maintenus, quoi qu'il arrive.

Promettre une baisse de la fiscalité populaire quand tout le monde peut constater l'inverse peut paraître osé, mais le gouvernement socialiste est rodé à l'exercice. Voilà 40 mois qu'il parle de la baisse du chômage alors que celui-ci s'envole.

Livio Fioretto

Retraites : un décret ne remplace pas les embauches

Le gouvernement a publié jeudi 20 août un décret pour garantir aux retraités le versement de leur retraite sans retard, à condition qu'ils aient déposé leur dossier quatre mois avant la date prévue de leur départ.

Ce texte est censé répondre à la situation, parfois dramatique, de milliers de retraités qui ont attendu le versement de leur première pension plusieurs mois après avoir cessé leur activité. À l'origine de ce scandale, le retard dans le traitement des dossiers par les caisses de retraite, en particulier dans certaines régions comme le Nord-Picardie ou le Languedoc-Roussillon, à cause de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations importantes du baby-boom, mais aussi du manque de personnel. En effet, pour faire des économies, la majorité des agents partant en retraite n'ont pas été remplacés.

Après des mois d'inaction, en février 2015, le gouvernement avait annoncé des mesures d'urgence: les caisses de retraite ont été fermées au public plusieurs jours par semaine pour se consacrer au traitement des dossiers, des caisses de retraite de régions moins engagées ont été appelées à la rescousse, et quelques employés supplémentaires ont été embauchés en CDD.

Marisol Touraine se réjouit aujourd'hui du fait que le retard accumulé aurait été pratiquement résorbé, ce qui serait la moindre des choses. Et elle prétend que ce décret permettra à l'avenir d'éviter les retards de paiement. En effet la pension serait versée à la date prévue, même si le travail sur le dossier n'est pas terminé et si le calcul de la pension n'est qu'une estimation provisoire, qui serait vérifiée et corrigée par la suite.

« *Nous sommes sceptiques. Il faut quand même la faire, cette évaluation, et ça nous fait travailler deux fois sur le dossier. En octobre, avec la recrudescence de demandes, si on n'embauche pas, ça va recommencer, il ne faut pas rêver* », conteste Pamela Gourriez, déléguée syndicale CGT.

La ministre a utilisé l'expression de « droit opposable » à la retraite. Mais, comme le droit opposable au logement mis en place par la loi DALO en 2007, le décret ne peut pas en lui-même régler le problème. Sans l'embauche du personnel nécessaire, les futurs retraités risquent d'attendre encore bien longtemps leurs pensions.

Hélène COMTE

Valls : continuer la guerre contre la classe ouvrière

Le Premier ministre Manuel Valls a livré son programme de rentrée dans le quotidien *Les Échos* du mardi 25 août: continuer à détruire systématiquement les protections légales des salariés, poursuivre le transfert de richesses des fonds publics vers les caisses du grand patronat.

Affirmant contre toute évidence que les 50 milliards d'euros d'économies budgétaires programmées de 2015 à 2017 n'ont pas touché les services publics utiles à la population, il confirme en revanche qu'ils ont été consacrés à aider le patronat. Et d'ajouter que « *les marges des entreprises se sont redressées* » grâce à ces cadeaux, en particulier les 40 milliards du CICE. Il estime cette augmentation moyenne des marges à deux pour cent. Mais, pour les entreprises géantes, les banques, les marchands de canons, il s'agit d'une hausse bien plus conséquente. Elle se traduit en milliards d'euros supplémentaires versés aux actionnaires. Pendant ce temps, les emplois continuent à disparaître, le chômage et la précarité à augmenter. Valls promet de continuer dans le même sens et écrit que « *l'ampleur du soutien aux entreprises ne sera pas remise en cause* ».

Tout cela est dans la droite ligne de ce qu'ont fait tous les gouvernements depuis des dizaines d'années, et l'amplifie encore. Mais son grand projet est ce qu'il appelle la réforme du marché du travail. Elle a déjà été entamée avec la loi sur la compétitivité, puis la loi Macron, donnant plus de pouvoir au patronat, réduisant les possibilités syndicales, étendant le travail du dimanche, etc. Valls entend poursuivre en ce sens en réformant le Code du travail, afin que salaires, temps et conditions de travail soient discutés entreprise par entreprise. D'après le Premier ministre, cela laisserait plus de souplesse. En l'occurrence, cela donnerait plus de facilités au patron pour imposer sa loi.

Il s'agit bien d'affaiblir les capacités de défense des travailleurs puisque Valls se targue du fait que les « *procédures de licenciement collectif sont trois fois moins contestées qu'en 2013* ». De l'aveu même du Premier ministre, le gouvernement n'a pas pour rôle d'empêcher les licenciements, mais bien de faire en sorte qu'ils se déroulent au mieux des intérêts des patrons, sans vagues et sans frais. Le démantèlement du droit du travail doit y contribuer, de même qu'il permettra de renforcer l'exploitation des travailleurs.

Dans l'introduction moralisante à son programme, Valls affirme refuser « *de laisser les salariés seuls, livrés à eux-mêmes face à la loi du marché* ». Et, en effet, il propose de leur bander les yeux, de leur poser un bâillon et de leur attacher les mains avant de les pousser dans le chômage.

Paul Galois

Lutte Ouvrière à votre rencontre

En ces derniers jours d'août, les militants de Lutte Ouvrière, qui sont venus tout l'été à la rencontre de ceux que la situation politique et économique actuelle inquiète et révolte, seront présents encore dans quelques villes.

Bien des questions se posent, depuis la façon dont les travailleurs peuvent riposter à l'offensive patronale et gouvernementale contre leurs conditions de travail et de vie, jusqu'aux

raisons des conflits allumés aux quatre coins du monde par les intérêts impérialistes des grandes puissances.

Les militants de Lutte Ouvrière font entendre le point de vue du camp des travailleurs et affirment qu'il faut construire un parti défendant ces intérêts dans les entreprises, les

TARN / LANGUEDOC
Jeudi 27 août: Narbonne
Vendredi 28 août: Perpignan
Samedi 29 août: Carcassonne

quartiers populaires et parmi la jeunesse, un parti qui proclame aussi la nécessaire unité des travailleurs du monde entier face aux divisions mortelles qu'entretient le capitalisme. La discussion, l'échange, est un premier pas.

Voici les villes où l'on pourra nous retrouver:

SAVOIE / AIN
Jeudi 27 août: Oyonnax
Vendredi 28 août: Villefranche-sur-Saône
Samedi 29 août: Bourg-en-Bresse



ATLANTIQUE / PAYS-DE-LOIRE
Jeudi 27 août: La Roche-sur-Yon
Vendredi 28 août: Cholet
Samedi 29 août: Nantes

PROVENCE
Jeudi 27 août:
Aix-en-Provence
Vendredi 28 août: Vitrolles
Samedi 29 août: Arles

Thalys : La police incitée à contrôler au faciès

Dans le concert de commentaires sécuritaires qui a suivi la tentative d'attentat du Thalys, le ministre des Transports, Alain Vidalies, s'est illustré à sa manière. Il a déclaré à la radio qu'« à chaque fois qu'on parle de fouille aléatoire, quelqu'un dit « oui mais ça risque d'être discriminatoire ». Eh bien écoutez, moi je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace, plutôt que de rester spectateur. » Comme si les contrôles d'identité

au faciès, qui sont courants depuis longtemps dans certains quartiers populaires ou dans le métro et les gares parisiennes, augmentaient en quoi que ce soit la sécurité.

Faisant marche arrière devant les réactions, Vidalies a expliqué ensuite qu'on l'avait mal compris : « J'entends ce qu'on dit sur le risque de discrimination, ce risque il existe... » En effet, les contrôles au faciès, pour ne pas dire racistes, existent et pourrissent la

vie de nombreux jeunes. Hollande, en campagne pour son élection en 2012, avait même promis leur fin. Mais cette promesse n'a pas été plus honorée que toutes les autres. Au point qu'en juin dernier la cour d'appel de Paris a condamné l'État pour faute lourde lors de contrôles d'identité au faciès. Et ce n'est pas avec une telle attitude d'un ministre qu'ils sont près de disparaître.

Lucien Déroît

Pétrole : baril en baisse, marges en hausse

Selon une étude récente de l'Association de défense des consommateurs, les trusts pétroliers qui font du raffinage ont profité de la baisse actuelle des cours du pétrole pour gonfler leurs marges.

Le prix du carburant à la pompe a certes baissé lui aussi, mais beaucoup moins que celui du baril.

Les trois entreprises qui se partagent en France l'activité de raffinage

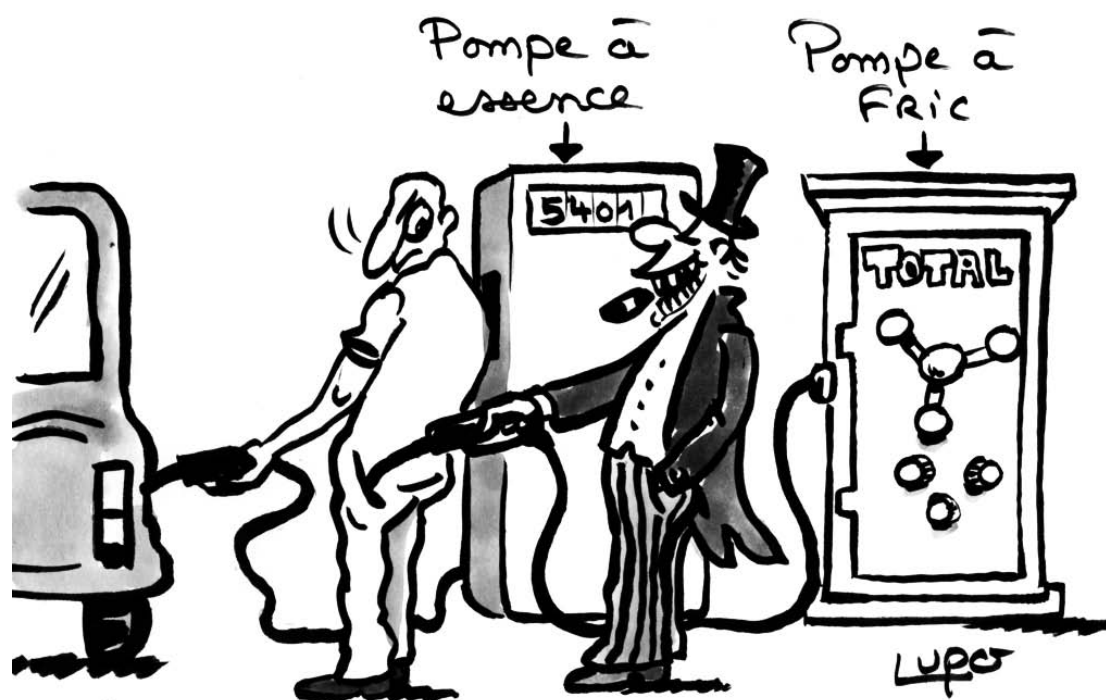
(Total, Esso et Petro-neos) ont augmenté leurs profits, de 12 euros par tonne de pétrole raffiné en janvier 2014 à près de 60 euros par tonne cet été. Rien que depuis janvier 2015, cette hausse représente, selon les données de l'Ufip (Union française des industries pétrolières), 1,3 milliard d'euros de bénéfices supplémentaires.

Les compagnies pétrolières se justifient en

expliquant que leurs marges avaient beaucoup diminué les années précédentes. Mais ce n'est pas le cas de leurs profits. Ceux de Total avaient dépassé les 10 milliards d'euros en 2014.

Pour 2015, on peut s'attendre à de bien meilleurs résultats encore... réalisés au détriment des automobilistes.

Melika Rieux



Les Verts, une espèce menacée ?

Les militants écologistes d'EELV se sont réunis durant le week-end du 22 août pour discuter de l'avenir de l'espèce menacée la plus chère à leur cœur, eux-mêmes. Leur alliance avec le PS les met en effet dans la situation de l'ours polaire perché sur un morceau de banquise dérivant vers une mer chaude.

Certains pensent qu'il faut se cramponner, et donc revenir tout de

suite au gouvernement tant qu'il y a des places à prendre. D'autres songent à changer de glaçon et à s'allier avec le Front de gauche au premier tour des élections régionales, tentant ainsi de se démarquer autant que possible de la politique du PS. Tous enfin se demandent que faire lors de la prochaine élection présidentielle. En conclusion, chacun à EELV fera sa soupe comme il l'entend aux élections

régionales et rien n'est encore décidé pour la suite.

Les écologistes se sont développés comme des parasites politiques du PS, vivant dans son ombre, partiellement à ses dépens, et sont donc douchés avec lui par le discrédit dans l'électorat populaire. Mais il n'est pas toujours possible à une puce de changer de chien à temps.

Paul Galois

Le RSA sera-t-il toujours versé en 2016 ?

Telle est la question que se posent les conseils départementaux du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis.

Le RSA est une prestation d'État. Les Caf sont chargées de la gestion des dossiers et du versement, à charge pour elles de se faire rembourser par les départements.

L'État depuis quelques années se décharge sur les départements d'un certain nombre d'activités (routes, collèges...) et de prestations sociales dont le RSA, et diminue les dotations aux départements.

C'est ainsi que le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, et certainement d'autres départements, disent qu'ils auront peut-être des difficultés pour verser le RSA l'an prochain, faute d'argent, ou devront faire des choix budgétaires.

Dans le Val-de-Marne, il y a 37 000 bénéficiaires du RSA. 201,85 millions d'euros ont été versés en 2015 dont 109,42 millions financés par l'État et 92,43 millions

par le département qui gère cette année un budget de 1,34 milliard d'euros. En Seine-Saint-Denis, ce sont 118 783 bénéficiaires du RSA, en augmentation de 34 % depuis 2009, date de sa création. L'instauration du RSA en 2009 a remplacé le RMI. Il complète le salaire et favorise ainsi les patrons. Or la précarité a augmenté et donc le nombre de bénéficiaires.

Les départements reçoivent une compensation pour les dépenses de solidarité, mais largement insuffisante pour y faire face. L'État devrait prendre en charge la totalité de ces dépenses. Les bénéficiaires du RSA tout comme les personnes âgées et les handicapés n'ont pas à pâtir des baisses de subventions versées aux collectivités.

Le Crédit impôt aux entreprises a coûté 10,8 milliards en 2014, il y avait de quoi augmenter les dotations aux départements.

Correspondant LO

Pôle emploi : l'offensive contre les chômeurs

Pôle emploi a affecté 200 agents spécialement au contrôle de recherche d'emploi par les chômeurs. Les régions Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Franche-Comté servaient de test depuis mars 2013. Dans cette dernière région, 33 % des 1561 chômeurs contrôlés ont été radiés ! Ce dispositif sera mis en vigueur sur le reste du territoire en septembre, avec pour objectif de contrôler 180 000 chômeurs par an.

Même si la direction de Pôle emploi s'en défend, il s'agit déjà de réduire artificiellement les chiffres du chômage. Et c'est aussi une façon pour le gouvernement d'apporter son eau au moulin de la démagogie anti-chômeurs, pour pousser à la division entre les travailleurs en

activité et ceux au chômage. Il accrédite l'idée révoltante que ceux-ci profiteraient indûment des indemnités-chômage et que, s'ils ne trouvent pas d'emploi, ce serait faute de faire les efforts suffisants.

Le gouvernement s'attaque ainsi aux chômeurs pour faire oublier qu'il laisse totalement les mains libres au grand patronat, qui peut continuer à supprimer massivement des emplois, à licencier et à fermer les entreprises. Les mêmes qui se préparent à organiser le contrôle des chômeurs distribuent des milliards aux entreprises, et là sans qu'aucun contrôle ne soit exercé, sans même qu'aucune contrepartie ne soit exigée.

Thomas Baumer

Montebourg papillonne autour de Varoufakis

Ne sachant plus que faire pour renaître politiquement, Montebourg a invité Varoufakis, l'ex-ministre des Finances grec, à la fête de la Rose du PS à Frangy-en-Bresse. Il compte capter un tant soit peu de la popularité de « l'enfant terrible de Syriza ».

En paradant au côté de l'ex-ministre grec le temps d'un dimanche, il a réalisé un petit coup médiatique, jouant les dénonciateurs de la politique d'austérité en

France, qu'il attribue à la pression de l'Europe.

Montebourg a le culot de se présenter comme un opposant au gouvernement Hollande, alors qu'il a été, en tant que ministre, l'un de ceux qui ont mis en œuvre sa politique. Il est par exemple à l'origine de la loi reprise ensuite par Macron, qui constitue un pas de plus dans l'offensive contre les droits des travailleurs.

A. U.

Agriculteurs mobilisés : sous la menace des industriels, du gouvernement... et de la FNSEA

Une bonne partie du monde paysan reste mobilisé, avec en première ligne les éleveurs qui n'ont reçu aucune réponse à leurs demandes de prix garantis pour le lait ou la viande qu'ils livrent aux industriels et à la grande distribution.

Car si le gouvernement, Le Foll, le ministre de l'Agriculture, Valls, voire Hollande ont multiplié les déclarations, c'est surtout pour détourner l'attention de cette question posée par les paysans mobilisés. Pour ce tour de passe-passe, ils ont bénéficié de la complicité active de la direction de la FNSEA, le syndicat majoritaire, censé représenter leurs intérêts.

Le détonateur du mouvement paysan cet été a été la baisse des prix imposée aux éleveurs des différentes filières (lait, viande de bœuf et viande de porc) par la grande distribution et les industriels de ces secteurs, pour accroître leurs profits sur le dos des producteurs comme des consommateurs. Et, face à cela, le gouvernement n'a rien voulu

faire, a temporisé.

Lundi 24 et mardi 25 août, dans un chœur bien accordé, Hollande, Valls et Le Foll d'un côté et Xavier Beulin, le président de la FNSEA, de l'autre ont décrété que le problème paysan venait en réalité du... mauvais comportement des consommateurs qui n'achèteraient pas assez de bœuf ou de porc issus des élevages français. Et voilà tous ces compères en train de discourir sur un éventuel étiquetage «Viande de France». Quant aux 100 millions d'aides promises par le gouvernement, elles seraient pour l'essentiel des baisses de charges qui profiteraient d'abord aux plus gros, et avant tout à ceux qui ont le plus de salariés, c'est-à-dire à ceux qui ont le moins

de difficultés, voire pas du tout. Et, dans tout ça, disparus les vrais responsables et le contrôle des prix minimums d'achat réclamé avec force par la grande majorité des paysans.

Pour couronner le tout, le président de la FNSEA a demandé une aide de trois milliards pour... *«rendre plus compétitives les exploitations de l'élevage»*. Et c'est même sur ce thème que la direction

nationale du syndicat veut organiser l'opération «mille tracteurs à Paris» le 3 septembre. Mais cette course à la compétitivité des exploitations, c'est justement ce qui a provoqué la disparition de nombre d'anciennes exploitations. Bien des paysans ont été ruinés par les prêts du Crédit agricole, la course à la concentration imposée par les coopératives, les industriels et la grande

distribution. L'État de son côté a financé à tour de bras cette concentration forcée et cette disparition de masse de la paysannerie petite et moyenne.

Toute cette opération médiatique semble préparer un accord parrainé par le gouvernement au profit des plus gros agriculteurs, à la fois sur le dos des petits producteurs et des consommateurs.

Paul Sorel



Urgences fermées : des économies dangereuses

Samedi 15 août, plus de 2 000 personnes ont manifesté à Valognes dans la Manche pour protester contre la fermeture des urgences durant l'été et s'opposer à l'éventuelle suppression de ce service.

Le 6 août dernier, les urgences et le smur de Valognes (équipe locale du samu 50) ont fermé. La direction de l'hôpital et l'Agence régionale de santé (ARS) ont invoqué le manque de médecins urgentistes et l'impossibilité de trouver des médecins intérimaires. Il faudrait 24 médecins pour que le service fonctionne normalement, et il n'en reste que 15 actuellement. Le smur a repris son activité le 15 août, mais les urgences restent fermées. Les plus proches se situent à Cherbourg, à 20 km. Pour se rendre aux urgences, les habitants des villages les plus éloignés ont jusqu'à 40 km de trajet.

Et le cas de Valognes n'est pas isolé. Les urgences de l'hôpital de Saint-Vallier dans la Drôme et celles de Firminy dans la Loire sont fermées la nuit. Le smur de Condom dans le Gers a fermé 23 nuits et deux jours. La deuxième équipe

de jour a été supprimée plusieurs semaines à Bourgoin-Jallieu dans l'Isère. Partout, c'est le manque de médecins urgentistes qui justifie les fermetures.

Cette carence est indéniable: selon la Fédération hospitalière de France, 12 % des postes de médecins sont vacants dans les hôpitaux. Ce n'est pourtant qu'un aspect de l'insuffisance du nombre de médecins. Depuis quarante ans en France, depuis l'introduction du numerus clausus qui limite arbitrairement chaque année le nombre d'étudiants en médecine, on ne forme pas assez de médecins et il en manque un peu partout : dans les régions rurales, dans les quartiers pauvres, dans certaines spécialités, et donc aussi dans les services d'urgences. Il sert aujourd'hui de prétexte à de nombreuses fermetures de services hospitaliers ou de maternités.

Dans les services

d'urgences, quand une partie des médecins prennent leurs congés l'été, les listes de gardes deviennent très difficiles à remplir. Les hôpitaux recourent alors à l'intérim, qui s'est développé ces dernières années mais qui entraîne des surcoûts importants. Les fermetures de services, par contre, sont vues comme des économies par les directions des hôpitaux et les ARS.

Pourtant, ces fermetures représentent une mise en danger de la vie des patients, en introduisant des délais supplémentaires dans leur prise en charge y compris dans les cas les plus graves, quand l'équipe du samu disponible la plus proche se trouve à plusieurs dizaines de kilomètres.

François Hollande avait promis durant sa campagne électorale, et répété ensuite en 2013, que *«aucun Français ne doit se trouver à plus de 30 minutes de soins d'urgences»*. Cet été, cela n'a pas été le cas dans bien des endroits, et c'est bien la politique de son gouvernement qui en est responsable.

Jean Pollus

Zones touristiques internationales : ce n'est pas dimanche pour tout le monde

Le ministère de l'Économie a rendu public à la mi-août un projet de décret définissant la carte des zones touristiques internationales (ZTI) prévues par la loi Macron. Ce texte prévoit douze zones à Paris, auxquelles il faudra ajouter les six grandes gares parisiennes, et trois autres à Cannes, Nice et Deauville.

Dans ces zones, sous prétexte d'une forte présence de touristes, les commerces pourraient ouvrir tous les dimanches, mais aussi le soir jusqu'à minuit. Elles englobent tous les grands centres commerciaux de la capitale, y compris dans des arrondissements peu touristiques, comme le centre Beaugrenelle dans le 15^e arrondissement.

Des zones existaient déjà, au nombre de sept, mais limitées essentiellement à des rues. Grâce à la loi Macron, de nombreux patrons pourront imposer

à leurs salariés des conditions de travail dégradées.

Dans son zèle à satisfaire les désirs du patronat, le gouvernement a fort opportunément englobé tous les magasins FNAC de Paris dans ces zones ZTI. De quoi satisfaire le PDG, Alexandre Bompard, qui réclamait il y a quelques mois une dérogation pour que les «commerces de détail de biens culturels» puissent ouvrir tous les dimanches. L'amendement spécial FNAC ayant été repoussé par l'Assemblée nationale, le projet de décret sur les ZTI autoriserait opportunément toutes les FNAC parisiennes à ouvrir, non seulement tous les dimanches, mais aussi jusqu'à minuit.

En bon serviteur, le gouvernement trouve toujours un moyen de satisfaire la moindre demande patronale.

Hélène Comte

Krachs boursiers en série : nouveaux spasmes de la crise économique

Le 24 août a été un lundi noir pour les places boursières mondiales. Suite à une nouvelle chute de la Bourse de Shanghai, celles de Shenzhen mais aussi de Tokyo et des pays européens ont suivi le mouvement. Les économistes n'hésitent plus à parler de krach boursier.

Depuis le mois de juin, la Bourse de Shanghai a connu une baisse de plus de 37%. Le gouvernement chinois n'arrive pas à enrayer cette chute malgré plusieurs tentatives, dont l'injection de 117 milliards de dollars à deux banques chinoises. «*La panique des investisseurs est injustifiée*», titrait un article du Monde du 24 août, ce qui n'empêche en rien les spéculateurs de poursuivre le mouvement de retrait de capitaux, l'irrationalité et le comportement moutonnier étant inhérents à la spéculation financière. D'ailleurs la Bourse de Shanghai avait connu une augmentation de 150 %, tout aussi irrationnelle, dans l'année précédente, attirant en masse des capitaux qui s'enfuient désormais, quand ils ne sont pas partis en fumée.

Qu'est-ce qui a poussé les spéculateurs à retirer leurs capitaux ? Bien malin celui qui peut le dire aujourd'hui. La vague spéculative et l'afflux de capitaux dans les Bourses chinoises se fondaient sur la croissance de l'économie de ce pays. Or son ralentissement est réel depuis plusieurs mois. Le gouvernement chinois a tenté d'enrayer cette baisse en dévaluant sa monnaie,

mesure réputée favoriser les exportations.

Ce ralentissement des exportations chinoises marque-t-il un ralentissement général de l'économie mondiale, passant à nouveau de la stagnation au recul ? Certains commentateurs voient dans la baisse généralisée du cours des matières premières, pétrole, métaux, charbon, un indice de ce début de récession. Mais les matières premières, comme toutes les marchandises et tout ce qui peut s'échanger, sont elles aussi des objets de spéculation. La variation de leurs cours, du simple au double en quelques mois, ne reflète donc que de très loin les changements de l'économie matérielle.

Pourtant, aussi déconnectée de l'économie réelle que puisse paraître la spéculation, elle n'en est pas séparée. Elle est une des formes de l'appropriation des richesses sociales par les capitalistes. Or ces richesses sont évidemment uniquement le produit du travail humain concret. De plus, lorsque les États renflouent comme en 2008 les spéculateurs faillis, ils le font en faisant payer les populations, c'est-à-dire avant tout la classe travailleuse.



L'augmentation incessante de la part du capital consacrée à la spéculation, au détriment de celle consacrée à l'investissement, est caractéristique de notre époque. Les capitalistes ne font pas confiance à leur propre économie pour engendrer suffisamment de profits. Ils savent que le marché, c'est-à-dire la consommation solvable, n'augmente pas. Et cela est encore plus vrai depuis la crise de 2008, l'augmentation du chômage et les mesures d'austérité prises par tous les gouvernements, qui ont appauvri les populations. Les capitalistes n'ont pourtant pas cessé de faire des profits durant toutes ces années de crise, accaparant une part toujours plus grande des richesses produites, en surexploitant

les travailleurs et en abaissant leur niveau de vie. En 2013, les profits des 500 plus grandes entreprises mondiales s'élevaient à 2 000 milliards de dollars. Ces sommes astronomiques tirées d'une exploitation accrue, d'une véritable guerre menée par les capitalistes contre l'ensemble des travailleurs et des classes populaires, vont alimenter la folie de la spéculation financière. De même, les milliers de milliards de dollars offerts aux banques depuis la crise de 2008 par tous les États sont aussi allés grossir ce flot, créant des bulles spéculatives et donc des risques de krach boursier partout dans le monde, à tout moment. Alors, les États trouveront-ils cette fois encore un moyen de ralentir la course

vers le précipice ? Ou ce krach boursier sera-t-il le déclencheur d'une crise « systémique », comme aiment le dire les prétendus experts ? Nul ne le sait. La seule certitude est que les milliards utilisés par les États pour tenter d'endiguer la chute des Bourses seront pris dans la poche des travailleurs, comme l'ont été les milliards précédents qui ont permis aux spéculateurs d'accumuler leurs fortunes. Et surtout qu'il n'y a pas d'autre échappatoire à la folie financière du capitalisme que de renverser ce système, dont le parasitisme a déjà engendré bien trop de maux pour l'humanité et qui la mène tout droit à la catastrophe, la régression et la ruine.

Marion Ajar

Grèce : démission de Tsipras, une tactique électorale

Tsipras a démissionné de son poste de Premier ministre, ouvrant ainsi la voie à des élections anticipées. C'est une décision tactique et politique. Largement inévitable, vu la défection d'une trentaine de députés de son parti Syriza, qui lui interdisait d'espérer une majorité lors d'un vote de confiance, elle lui permettra peut-être de régler certains de ses problèmes, mais elle n'ouvre aucune perspective aux travailleurs ni à la population dans son ensemble.

Le 20 août, Tsipras a donc déclaré à la télévision que son mandat était arrivé « à ses limites », qu'il avait certes fait des compromis difficiles mais obtenu « des exigences inférieures à celles de l'accord précédent », qu'il fallait respecter cet accord mais aussi « se battre pour en réduire les effets nocifs ». Il a ajouté qu'il était de sa « responsabilité morale (...) de remettre au jugement des électeurs ses réussites comme ses échecs » et il a conclu : « Je suis fier de ma bataille et de

mon gouvernement. » Soudaineté de l'annonce, appel à la volonté du peuple : la méthode rappelle celle utilisée pour appeler au référendum contre le plan d'austérité au début juillet. Cette fois-ci, elle lui permet de prendre le pas non seulement sur les partis traditionnels mais aussi sur son opposition interne, qui s'amplifiait au fil des votes sur les mesures d'austérité. Tsipras n'a jamais caché qu'il cherchait à remédier à la situation économique

du pays par le compromis, en respectant les règles du marché et des créanciers. Ces derniers ont exercé des pressions constantes et ont finalement imposé leurs exigences. Après la signature du troisième plan, il faut passer aux applications. Pour cela, Tsipras a besoin d'une certaine stabilité et de mettre le holà aux débats et aux contestations. Les élections, prévues autour du 20 septembre, pourront-elles lui donner la marge de manœuvre dont il a besoin ? Tsipras trouvera face à lui les partis traditionnels, la Nouvelle démocratie et le Pasok, qui ont laissé de très mauvais souvenirs à la population. C'est d'ailleurs aussi pour se débarrasser de ces politiciens corrompus qu'une partie des électeurs ont voté Syriza, sans trop d'illusions.

Quant à Lafazanis, le dirigeant de l'opposition de gauche dans Syriza, après avoir regroupé vingt-cinq députés sous l'étiquette Unité populaire, en vue des prochaines élections, il tente lui aussi son opération politique et a annoncé la création d'un « grand front anti-mémorandum », « un front puissant de patriotisme (...), de démocratie et de reconstruction du pays », reprenant des discours semblables à ceux des dirigeants de Syriza avant leur arrivée au pouvoir. Pas plus que Tsipras, il ne représente une politique prenant en compte les intérêts des travailleurs. Tsipras cherche à s'appuyer sur la volonté populaire, à conforter une légitimité personnelle qui lui permette d'être, dans une certaine mesure, au-dessus des aléas parlementaires et des querelles de partis.

Il veut le faire sans tarder, puisque les sondages lui accordent encore une bonne cote de popularité, qui risque de diminuer avec le temps et l'entrée en vigueur des nouvelles mesures d'austérité. Le résultat du scrutin changera peut-être sa marge de manœuvre au Parlement, mais pas la nature des mesures à imposer à la population. Les créanciers internationaux ont amplement prouvé leur acharnement et leur mépris pour le gouvernement et la population grecs. Ils ne veulent aucun obstacle à leur volonté. Ce qui leur importe, c'est de faire payer les travailleurs, la population pauvre. Et ce ne sont pas des élections, quel que soit le résultat, qui les feront reculer.

Sylvie Maréchal

Israël : détention arbitraire et traitements inhumains

Mohammed Allan a cessé sa grève de la faim, après la levée de sa détention administrative par la Cour suprême d’Israël.

Cet avocat palestinien de 31 ans de Naplouse, en Cisjordanie occupée, était incarcéré depuis novembre 2014, sous le régime de la détention administrative. Cette disposition totalement arbitraire, héritée du Mandat britannique, autorise les autorités israéliennes à incarcérer pour six mois renouvelables, c’est-à-dire indéfiniment, n’importe qui, sans procès et sans devoir fournir la moindre raison. Actuellement, 400 détenus palestiniens sont retenus sous

ce régime. Exceptionnellement, début août, cette mesure a été utilisée contre plusieurs extrémistes juifs, accusés d’avoir tué un bébé palestinien, brûlé vif avec sa famille. Vis-à-vis des Palestiniens, les détentions administratives ont toujours été un moyen bien pratique des gouvernements successifs pour arrêter n’importe qui, sans rendre de comptes, et le garder à leur guise. Même l’ONU, pourtant conciliante, la juge par la voix d’un sous-secrétaire

général « incompatible avec les standards internationaux des droits de l’homme ». Pour l’instant les protestations –et elles ne manquent pas, y compris de la part d’associations israéliennes– n’ont pas fait bouger les autorités. Au contraire. Suite à plusieurs grèves de la faim de prisonniers contre leur détention arbitraire, le gouvernement Netanyahu a fait adopter fin juillet une loi autorisant le recours à l’alimentation forcée de ces détenus. Les partis arabes du Parlement étaient contre, mais aussi de nombreuses organisations israéliennes, comme

l’Association médicale. Face à la résolution de Mohammed Allan, qui écartait tous les compromis inventés par les autorités et devenait le symbole de la lutte contre les détentions administratives, le gouvernement a tenté l’alimentation forcée. Mais le personnel de deux hôpitaux successifs s’y est opposé. Suite à la dégradation de sa santé –il était dans le coma et risquait des atteintes irréversibles au cerveau, sinon la mort, puisqu’il ne s’alimentait plus depuis 78 jours– la Cour suprême a décidé qu’il convenait de suspendre sa détention.

À droite, plusieurs ministres israéliens ont vu dans cette décision un dangereux précédent, « *cédant au chantage* » des Palestiniens. Mohammed Allan a donc décidé de suspendre sa grève de la faim. Mais tout souligne que la Cour suprême n’a fait que gagner du temps. En liant la non-détention à l’état de santé, elle laisse les mains libres aux autorités pour réincarcérer Allan, une fois rétabli. La détention administrative, c’est-à-dire l’arbitraire le plus brut contre les Palestiniens, est toujours légale. **Bertrand Gordes**

Italie : enterrement mafieux à Rome

Le 20 août, les rues de Rome ont été témoin d’un spectacle digne du Parrain et autres films de la même eau. Un char funèbre tiré par six chevaux empanachés, accompagné d’une fanfare jouant la musique du film, suivi d’un cortège de 200 voitures de luxe et entouré de centaines de personnes, s’est dirigé vers une église pour y conduire un cercueil, sous une pluie de pétales de roses lancés d’un hélicoptère qui survolait le cortège. La police, mobilisée depuis le matin, veillait à l’ordre public.

C’est que le personnage ainsi conduit à sa dernière demeure n’était pas n’importe qui. Vittorio Casamonica, mort peu auparavant d’un cancer, n’était autre qu’un des quatre « rois de Rome », autrement dit un des quatre chefs mafieux qui contrôlent la capitale en matière de trafic de drogue, usure, prostitution, racket, contrôle des jeux, recyclage d’argent sale et autres activités criminelles. « *Tu as conquis Rome, maintenant tu gagneras le paradis* », proclamait une banderole. Devant le scandale soulevé par l’étalage de ces funérailles mafieuses, les diverses autorités ont feint la surprise. Le gouvernement, la mairie de Rome, ou même les autorités policières, qui ont pourtant mobilisé leurs troupes, déclarent qu’ils ne savaient pas et s’indignent qu’une telle cérémonie ait pu avoir lieu. Le Vatican en fait autant, mais la presse fait observer que la même église San Giovanni Bosco, qui a été ouverte aux funérailles du chef mafieux, avait été refusée il y a quelques années à un homme qui, paralysé

et bloqué sans espoir sur son lit, avait fait campagne pour son droit à mourir. Le motif était qu’ayant défendu l’euthanasie il avait défendu des valeurs « *contraires à la doctrine de l’Église* ». De là à conclure que le chef mafieux, lui, ne posait pas de problème moral aux autorités ecclésiastiques... Avec ces funérailles d’un parrain, la mafia qui contrôle la capitale a évidemment saisi l’occasion de faire une démonstration politique. Les enquêtes en cours sur ses activités ne l’ont nullement atteinte et elle a pu enterrer son boss avec les honneurs, non seulement sans opposition des autorités, mais avec la collaboration de certaines. Les collusions, les complicités, les liens d’intérêts sont trop nombreux entre la mafia, les milieux d’affaires, l’Église et l’État pour que celui-ci ait pu même faire semblant de s’y opposer. La mafia, c’est une partie des classes dirigeantes, et non des moindres. Elle tient même à le rappeler démonstrativement. **André FRY**



Japon : après Fukushima rien n’a changé

Après la catastrophe de Fukushima en mars 2011, devant l’opposition croissante de la population japonaise au nucléaire, les réacteurs avaient progressivement tous été arrêtés, jusqu’au dernier en septembre 2013.

Depuis, le gouvernement japonais explique que le redémarrage d’une partie d’entre eux est nécessaire. Il invoque le coût des autres sources d’énergie et la lutte contre le réchauffement climatique qui l’obligerait à réduire la part des centrales thermiques. Les entreprises privées qui exploitent les centrales font pression pour ce redémarrage, qui semble bien servir avant tout leurs intérêts.

Le 11 août, le directeur d’une de ces entreprises a donc annoncé la remise en activité d’un réacteur. Pourtant, d’après un sondage réalisé par un quotidien japonais, 57% de la population y est opposée et une manifestation a eu lieu devant le siège de cette compagnie.

Le réacteur a rapidement connu un premier incident : une infiltration d’eau de mer dans une des pompes du circuit de refroidissement. Au même moment, le niveau d’alerte d’un volcan situé à 50 km de la centrale a été relevé.

Au vu de ces derniers événements, rien n’a changé depuis Fukushima : des exploitants privés préoccupés avant tout de faire du profit s’apprêtent de nouveau à mettre en danger les populations.

Jean Pollus

Rentrée scolaire : promesses non tenues

À son arrivée à la tête de l'État, François Hollande avait promis de faire de l'Éducation nationale la grande priorité de sa présidence.

Il avait annoncé que 60000 postes seraient créés en cinq ans pour compenser les 80000 supprimés par Nicolas Sarkozy. Mais les chiffres que donne le principal syndicat des écoles élémentaires et maternelles, le SNUipp, pour l'année scolaire 2015/2016, montrent que les choses ne sont pas près de s'améliorer.

Comme les années précédentes, le nombre d'élèves scolarisés dans ces écoles va augmenter plus vite que les moyens prévus pour les accueillir. 464 classes vont certes être ouvertes dans le premier degré, mais il y a 25 400 élèves en plus. Cela fait une classe créée pour 55 élèves. Le problème des classes surchargées n'est donc pas près d'être résolu.

Parmi les objectifs annoncés figurait la scolarisation

des enfants de moins de trois ans. 9,12% d'entre eux iront à l'école cette année, sensiblement le même chiffre que l'année dernière, mais bien moins qu'à la rentrée 2000 où 34,7% y avaient eu accès.

Le non-remplacement des professeurs absents, qui fait perdre aux élèves de nombreux jours de cours, ne va pas non plus être résolu. Seuls 331 nouveaux postes d'enseignants vont être créés à cet effet, ce qui signifie qu'il en manquera toujours 1 179 pour retrouver ne serait-ce que le niveau de 2007. Les parents devront cette année encore manifester avec les enseignants et

occuper les écoles pour que leurs enfants aient droit à une scolarité normale.

Pour le premier degré, 14 000 postes avaient été promis sur les 60 000 destinés à l'ensemble de l'Éducation nationale. Après trois rentrées, le syndicat constate que seuls 2 611 ont été créés. Les deux prochaines rentrées verront-elles arriver les 11 000 postes qui manquent ? Rien n'est moins sûr.

Quand il s'agit de satisfaire les patrons, rien ne va jamais assez vite pour Hollande. L'Éducation, elle, peut attendre et même passer à la trappe.

Daniel Mescla



Enseignement supérieur : 7 500 bacheliers sans faculté

La rentrée universitaire s'annonce difficile pour de nombreux futurs étudiants. En effet, 7 500 bacheliers n'ont eu aucune affectation, sans compter que 35% des jeunes n'ont pas obtenu la filière de leur choix et se sont rabattus par défaut sur des filières moins saturées. C'est une des conséquences de la baisse des moyens dévolus à l'enseignement supérieur.

Pour faire face au déficit budgétaire, le ministère des Finances a prélevé 100 millions sur les fonds de roulement des universités. Du coup de nombreuses universités, dont celles de Besançon, de Limoges, de Créteil, restreignent leurs capacités d'accueil – pour Besançon de 10% par exemple.

Parallèlement, du fait de la hausse démographique, le nombre de jeunes s'inscrivant à l'université est en hausse constante. Ils étaient 50 000 de plus en 2014 et 30 000 de plus en 2015. Comme le reconnaît Thierry Mandon, le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur, « *c'est l'équivalent en effectif de deux universités moyennes, sans qu'il s'en crée aucune* ». Alors, le secrétaire d'État promet qu'aucun étudiant ne restera sans affectation. Mais combien se retrouveront dans une filière non choisie, à grossir les rangs des jeunes qui abandonnent la fac dès la première année ?

Aline Urbain

Juppé et l'école : il découvre la lune

En campagne pour la primaire au sein des Républicains pour la présidentielle, Alain Juppé a annoncé son projet de « *mettre le paquet sur l'école primaire* ». Il vient de découvrir, après mûre réflexion et des années passées au pouvoir y compris comme Premier ministre, qu'il fallait plus de personnel dans les écoles, y favoriser l'apprentissage des langues, améliorer le suivi des élèves par de plus petits effectifs dans les classes.

Mais, concrètement, les réflexions du maire de Bordeaux conduisent à des propositions qui sont dans la continuité directe de celles des gouvernements précédents, de Sarkozy à Valls. S'il promet bien une augmentation de salaire de 10% aux enseignants du Primaire, ce qui ne représente même pas ce qu'ils ont perdu depuis le blocage des

salaires des fonctionnaires, ce sera en échange de travail supplémentaire. Les professeurs des écoles, déjà débordés, devraient selon Juppé être « *plus présents dans l'établissement* (ce que le maire de Bordeaux appelle « *avoir le droit de corriger les copies à l'école* »), *et plus disponibles pour les élèves et leurs parents* ».

Pour couronner le tout, Juppé précise que ces mesures se feront à moyens constants, c'est-à-dire en prenant sur ceux attribués au Secondaire. Comme si la situation y était meilleure, avec des classes de lycée qui approchent les quarante élèves.

Maintien de moyens insuffisants, travail supplémentaire, petit crachat à l'encontre du dévouement insuffisant des enseignants, Juppé reste, une fois de plus, « *droit dans ses bottes* ».

Gilles Boti

Sin-le-Noble : La Poste déserte

À Sin-le-Noble, commune ouvrière proche de Douai dans le Nord, le quartier des Épis ressemble à de nombreux autres quartiers déshérités, avec un chômage massif, des rues défoncées et un manque d'équipements et de services publics. Avec aussi la délinquance liée à tout cela.

Il y a trois ans, une voiture enflammée avait détruit le centre social, qui n'a pas été reconstruit, le budget de la commune étant insuffisant.

Il y a quatre mois, La Poste décidait de fermer son bureau des Épis après un deuxième braquage, « pour une période indéterminée ». Elle prétexte qu'elle n'a pas les moyens de sécuriser les lieux ni d'y mettre assez de

personnel. Pour les 4 000 habitants du quartier, la poste la moins loin est maintenant à 2 kilomètres, avec un bus toutes les heures et demie seulement.

L'affaire montre ce qu'est devenu le service du public aujourd'hui : la direction de La Poste a commencé par proposer à la commune 500 euros par mois pour qu'elle ouvre sa propre agence postale. Refusé. Puis

elle a parlé de créer un bureau dans la galerie commerciale du supermarché Auchan des Épis. Mais cela coûterait 400 000 euros paraît-il... et rien n'est encore décidé.

Beaucoup d'habitants vivent du seul RSA, n'ont pas de voiture, pas le permis, pas de carte de paiement, seulement une carte de retrait. L'absence de poste est une difficulté de plus.

Des pétitions ont commencé à circuler, les habitants commencent à s'organiser, et c'est bien cela qui pourrait faire enfin bouger La Poste !

Correspondant LO

Les jolies colonies de vacances : un luxe ?

En région parisienne et ailleurs, un certain nombre de communes se séparent des centres de vacances pour enfants, de plus en plus coûteux à entretenir et à gérer à l'année, notamment avec l'inévitable remise aux normes.

Plusieurs municipalités, dirigées par l'ex-UMP, ont ainsi fermé leurs colonies

de vacances. Argenteuil, dont le dernier centre à Saint-Hilaire-de-Riez coûterait 100 000 euros par an à gérer, Savigny-sur-Orge, et Chelles qui a vendu pour 4,5 millions d'euros son centre d'Hossegor dans les Landes. D'autres équipes municipales, qui hésitent à faire le même choix, réduisent la durée des séjours ou tentent de diversifier l'occupation des locaux de vacances destinés aux enfants de la commune. En effet, les municipalités

qui proposaient aux enfants de familles ouvrières des séjours au grand air, avec activités et apprentissage de la vie collective, subventionnent de moins en moins ces périodes de vacances, souvent au profit des centres de loisirs de proximité et de séjour à la journée. Restent les comités d'entreprises des grosses sociétés qui permettent encore aux enfants de familles mieux loties de découvrir les joies des « colos ».

Or trois millions de jeunes de 5 à 19 ans ne partent pas en vacances, le tiers des enfants d'ouvriers et d'employés. Les statistiques montrent que la raison principale en est le coût, impossible à assumer pour de nombreuses familles pauvres, les aides s'avérant insuffisantes. Dans le même temps, seuls 6% de la même tranche d'âge étaient privés de vacances dans les familles au revenu supérieur à 4 000 euros mensuels...

C'est là qu'intervient le choix des municipalités, de plus en plus confrontées aux baisses de subventions de la part de l'État. Et c'est là aussi qu'on mesure les choix sociaux du gouvernement qui maintient et accélère les aides, dégrèvements et subventions aux entreprises, aux dépens des collectivités locales et de la population, et forcément des enfants dont les parents ne partent pas.

Viviane Lafont

Travailleurs sans papiers des Yvelines : la lutte partie pour durer

Les travailleurs sans papiers des Yvelines, en lutte pour obtenir le droit de travailler en toute légalité, ont décidé de lever les occupations des trois entreprises d'intérim aux Mureaux, à Poissy et à Montigny-le Bretonneux. En effet le patronat de l'intérim a accepté 75 % des demandes de formulaires Cerfa et d'attestations de concordance.

Mais ces travailleurs ne s'en tiennent pas là pour autant. Ils se réunissent toutes les semaines, à plus d'une centaine, quelquefois à plus de 200, à Trappes, au local de la CGT. Ils décident des actions à mener, par exemple de continuer à se rendre dans les entreprises d'intérim qui n'ont pas été occupées mais qui ont employé des travailleurs sans papiers. Il s'agit d'obtenir que leur direction accepte de reconnaître le travail de ceux-ci. Ils ont aussi pris contact avec des patrons

du nettoyage, grands employeurs de travailleurs sans papiers. Ils organisent également des rassemblements pour soutenir ceux qui sont arrêtés à la suite de contrôles.

Deux rassemblements ont eu lieu : mercredi 19 août, ils étaient une centaine devant la gendarmerie de Maule à soutenir un de leurs camarades, arrêté le matin même à 10 heures et libéré à 14 heures. Un autre rassemblement s'est déroulé le lendemain à Melun en Seine-et-Marne, avec 150 travailleurs venus protester contre la menace d'expulsion d'un des leurs.

Face à tous les obstacles, les travailleurs sans papiers sont de plus en plus conscients que leur force vient de leur union et que c'est par la lutte collective qu'ils obtiendront leur régularisation.

Correspondant LO



Devant la gendarmerie de Maule.

Énergies solaire et éolienne : le gouvernement veut faire payer davantage les consommateurs



DR

Panneaux solaires sur une ancienne usine.

Les manœuvres qui préparent la prochaine conférence sur le réchauffement climatique à Paris, se poursuivent. Lors de son récent déplacement dans les Alpes, Hollande a annoncé un doublement des appels d'offres pour créer des panneaux solaires. Le président du syndicat des énergies renouvelables l'a complimenté : « C'est un vrai bol d'air pour les entreprises. » Certes, mais pas pour les usagers de l'électricité !

Au mois de juin, mois le plus favorable à la production solaire, les panneaux photovoltaïques ont produit 3 % de l'électricité du pays. Les éoliennes, un peu plus. C'est pour le moment très faible, bien qu'en augmentation constante, grâce aux subventions payées par les consommateurs. Et cette électricité, très chère, est inutile car la France regorge d'électricité, elle en est le premier exportateur mondial (73 térawattheures en 2014, plus de 10 % de sa production).

Le problème n'est pas tant qu'on utilise des panneaux solaires et des éoliennes, la question est à

qui on les fait payer. Pour le moment EDF est tenue, par la loi, de racheter l'électricité solaire et éolienne à des tarifs, variables selon les régions et les installations, mais toujours nettement plus élevés que l'électricité ordinaire. Et, comme EDF ne reçoit aucune subvention de l'État, elle répercute cette dépense sur la facture des abonnés.

Ce sont donc les usagers qui paient le solaire et l'éolien. Pour le moment il y en a pour environ 3 milliards d'euros. Et, avec la grande mode des énergies dites renouvelables, la facture augmente à toute vitesse. Par-dessus le marché, c'est une

facture totalement opaque. Cette dépense est mêlée à d'autres (péréquation territoriale, tarifs sociaux) sous le nom de CSPE, Contribution au service public de l'électricité, qui est tout ce qu'on voudra, sauf un service public.

La CSPE (6 milliards d'euros) augmente de 2,5 % par an. Le gouvernement s'inquiète de la lourdeur de cette dépense et des réactions possibles des consommateurs. C'est pourquoi il est question de réformer la CSPE. On la ferait diminuer pour l'électricité, d'où une baisse des factures dans un premier temps, mais on la répartirait en faisant payer les usagers du gaz et peut-être même des carburants. Au total, pour un automobiliste, abonné au gaz et à l'électricité, ce serait le réchauffement des taxes, sans rien changer au problème du réchauffement climatique.

André Victor

Après le Viagra : désir de profit et profit du désir

Après la petite pilule bleue censée restaurer les virilités défaillantes, mais conduisant à coup sûr les profits de Pfizer au pinacle, l'industrie pharmaceutique frémit de plaisir à la perspective d'une petite pilule rose.

Le Viagra a vu le jour dans les années 1990. Au départ, le produit était testé, étudié pour son efficacité dans le traitement de l'hypertension artérielle et de certaines maladies cardiaques. Bientôt médecins et infirmières

furent impressionnés par les draps qui se soulevaient. Manifestement, ce n'était pas les vaisseaux du cœur que le médicament élargissait le plus efficacement... En 1998, il fut donc lancé, sous l'appellation Viagra, pour les troubles de l'érection. Avec une certaine efficacité mécanique, dit-on, et pour le plus grand plaisir du laboratoire Pfizer (plus de 2 milliards de chiffre d'affaires par an !)

Côté rose, dans les années 2000, le laboratoire Boehringer annonçait comme imminente l'arrivée sur le marché d'un « Viagra féminin ».

Il s'agissait d'un antidépresseur, le Flibansérin, mauvais dans sa catégorie, mais que le laboratoire présentait comme un traitement des troubles du désir chez les femmes proches de la ménopause. Il en espérait surtout des retombées sonnantes et réverbérantes. À l'époque, les autorités de santé avaient mis leur veto à sa mise sur le marché, en raison de l'absence d'efficacité du produit et aussi des risques d'effets secondaires tels que fatigue, évanouissements, hypotension. Alors Boehringer avait vendu son produit à un autre labo, Sprout

Pharmaceuticals.

En 2013, Sprout Pharmaceuticals réessayait d'obtenir l'autorisation en présentant de nouvelles études cliniques. Sans succès, puisque toujours aussi inefficace et risqué. En juin 2015, il a réitéré et cette fois, banco, Sprout vient d'obtenir l'autorisation de mise sur le marché aux États-Unis à condition... de « mettre en place des procédures » pour s'assurer que les utilisatrices sont conscientes des risques encourus !

Au lendemain de l'annonce, Sprout recevait et acceptait une offre de rachat pour 1 milliard de

dollars par Valéant, un gros laboratoire canadien bénéficiant d'une grosse force de frappe, permettant d'engranger les gros profits attendus. D'autant plus gros que si, pour les hommes, la posologie du Viagra est d'un seul comprimé précédant chaque espoir d'action, pour les femmes c'est au long cours, pendant de longues semaines, que les labos espèrent leur faire avaler la pilule.

Quant aux risques encourus par les femmes qui se laisseraient bernier, il n'en est pas question.

Sophie Gargan

Toyota – Valenciennes : une rentrée... insupportable !

Le travail a repris le lundi 24 août à l'usine pour les 4 000 salariés après trois semaines de congés payés. Et dès le premier jour c'est l'overtime maximum de 35 minutes imposé, sous prétexte de rattraper les voitures non produites à cause des multiples pannes de redémarrage des installations.

C'est aussi le travail à la chaîne à l'infirmerie pour résorber la queue de dizaines de salariés devant passer la visite de reprise après un long arrêt maladie.

Mais pendant les congés, de nombreux travailleurs ont eu la désagréable surprise de recevoir des courriers recommandés envoyés juste avant la fermeture, pour des convocations à la rentrée à des entretiens pour « *sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement* ». Les motifs de reproches sont dérisoires, mais les menaces bien réelles !

Et la direction continue aussi son acharnement contre une ouvrière – isolée durant des mois, sans travail, pour la pousser à la démission – qui a tenté de se suicider alors qu'elle se trouvait à l'infirmerie le 6 juillet dernier. La direction a refusé de la déclarer en accident de travail comme elle en a l'obligation légale, alors qu'elle a dû être conduite aux urgences de l'hôpital ; la direction nie qu'il y ait eu tentative de suicide, en se retranchant derrière le secret médical... et elle a entamé une procédure de licenciement !

Le début d'une

campagne de protestation lancée par la CGT avant les congés et, dans les ateliers, la désapprobation générale vis-à-vis de ce comportement de la direction de Toyota l'a contrainte à faire un pas en arrière, en renonçant au licenciement, mais en lui infligeant trois jours de mise à pied.

Dans le même temps, un délégué CGT au CHSCT a lui reçu deux jours de mise à pied pour un motif aberrant, sans doute histoire de se venger !

Il est clair que toutes ces sanctions restent inacceptables et que les pressions généralisées pour faire accepter des conditions de travail qui démolissent la santé de chacun devront conduire à des réactions de défense collective pour y mettre fin.

Correspondant LO

ONET – Marseille : en grève

Les employés d'ONET, chargés du nettoyage du grand magasin Primark au centre commercial Grand littoral à Marseille, se sont mis en grève depuis le vendredi 14 août à l'annonce de la mise à pied et de la menace de licenciement d'un agent de maîtrise, estimé de tous.

Rapidement, de très nombreux employés d'ONET dans d'autres entreprises se sont sentis concernés et se sont mis à leur tour en grève.

Le personnel de l'hôpital Nord ne nettoie plus que le bloc opératoire ; celui de la Caisse de retraite de la SNCF, celui du tribunal, celui du Crédit Lyonnais et de Marseille Habitat, sont en grève.

Une centaine d'employés ont manifesté devant la direction régionale le jeudi 20 août en bloquant l'accès au site.

Ce sont les méthodes



brutales d'ONET qui sont dénoncées, avec les changements impromptus d'horaires, le paiement minoré des heures, l'impossibilité physique de finir le nettoyage dans l'horaire attribué.

Et, cerise sur le gâteau, cinq employés qui avaient refusé de se faire les complices de la direction en avançant un faux témoignage contre leur collègue ont été convoqués à un

entretien le 3 septembre en vue d'une éventuelle sanction.

La protestation des travailleurs en grève et la désapprobation du public des services concernés restent le meilleur moyen de faire cesser ces pratiques patronales.

Des négociations doivent se tenir ce mardi 25 août entre la direction et le syndicat FO qui dirige la grève.

Correspondant LO

International Paper – Saillat : cadeaux au pollueur

International Paper vient de mettre en route dans son usine de Saillat, en Haute-Vienne, un nouvel atelier Délignification 02 qui va lui permettre de fabriquer un nouveau papier plus sophistiqué et très haut de gamme et rafler ainsi de nouveaux marchés.

Cet atelier a nécessité un investissement de 20 millions d'euros dont un quart

d'aides publiques, de l'Europe, de la région Limousin et de l'agence Loire-Bretagne, alors même que pour faire tourner ce nouvel atelier, IP ne crée pas un seul emploi.

Avec cet atelier, la direction d'IP prétend diminuer de 30% ses rejets polluants, et c'est au nom de son soi-disant « respect de l'environnement » que ce géant

du papier et de l'emballage présent dans 24 pays, employant 58 000 personnes et réalisant 24 milliards de dollars de chiffre d'affaires, reçoit ce cadeau !

Plutôt saumâtre, quand on sait qu'en 2011, l'usine de Saillat avait déversé dans la Vienne, à la suite d'une fuite, d'énormes quantités de soude !

Correspondant LO

La Poste – Nantes-Bretagne : ras le colis

Avant le début de l'été, les postiers du centre courrier de Nantes Bretagne ont appris que la direction envisageait de leur faire distribuer une grande partie des paquets de Coliposte.

La Poste, une entreprise de près de 200 000 salariés de statuts divers, cherche en permanence à se débarrasser de son personnel, comme partout. Elle supprime chaque année environ 5 000 emplois. Et maintenant elle s'attaque aux distributeurs de colis.

L'argument est toujours le même, la baisse du trafic. Pourtant selon les chiffres de La Poste, la marque Coliposte (depuis le printemps réintégrée dans le groupe La Poste) est n°1 en France de la livraison à domicile en 48 heures, n°2 en Europe, le chiffre d'affaires progresse (+2,2 %, soit 700 millions d'euros pour le premier semestre 2015).

Toujours est-il qu'elle envisage de faire distribuer une bonne partie des colis par les facteurs. Elle prétend que c'est à l'essai dans plusieurs centres dans le pays, dont Nantes Bretagne et Nantes Rollin, en Loire-Atlantique.

Pour s'opposer aux suppressions d'emplois que cela entraînerait, les colipostiers de la région nantaise ont fait massivement grève trois jours de suite, ainsi que contre l'horaire tardif de fin de journée qu'on leur a proposé : finir à 21 heures. Devant la

grève, la direction a avancé cette fin de service à 20 h 30.

Les facteurs de Nantes Bretagne, qui avaient chaleureusement accueilli les grévistes de Coliposte lors de leur grève, s'attendent à un coup de force de la direction en septembre, visant à leur imposer le transport des paquets, sur les tournées tests, dit-elle.

Mais tout le monde a bien compris qu'il s'agit à nouveau d'alourdir la charge de travail des uns, pour supprimer les emplois des autres, et au final pour tout le monde.

S'affronter à nouveau directement aux postiers de Nantes Bretagne, qui avaient fait onze jours de grève contre la dernière restructuration il y a un an, ne réjouit pas la direction du Courrier de Loire-Atlantique Vendée, et elle cherche pour l'instant partout dans les autres centres des volontaires sur ces horaires, sans grand succès dans l'immédiat, car à 21 heures chacun a autre chose à faire.

Tout le monde s'attend de la part de la direction à un coup de Trafalgar début septembre... et à la solidarité dans la lutte à venir.

Correspondant LO

Alcon Kayzersberg : la recherche... du profit

À la veille des vacances, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, Alcon France annonçait son intention de vendre son site de Kayzersberg, dans le Haut-Rhin, où 267 travailleurs sont employés à la fabrication d'unidoses de soin des yeux.

Alcon fait partie du géant de la pharmacie Novartis depuis 2011. Aujourd'hui, la direction d'Alcon affirme benoîtement que l'activité du site de Kayzersberg, « *bien que primordiale* », représente moins de 1 % des ventes mondiales d'Alcon, « *et n'est donc pas considérée comme une technologie-clef* ».

Pourtant, les carnets de commandes sont pleins, et le personnel réclame en vain l'achat d'une nouvelle machine de remplissage depuis cinq ans. Novartis placerait le seuil de performance à partir d'un milliard de doses produites

par an, et Kayzersberg n'en produit « que » 400 000. Qui décide de la pertinence de ces chiffres ? Les critères appliqués n'ont évidemment rien à voir avec la santé publique.

L'entreprise affirme investir « *plus d'un milliard de dollars par an en recherche et développement, pour mettre sur le marché des produits innovants et guérir des maladies actuellement incurables* ». C'est sans doute vrai si on considère que la recherche du profit est une maladie actuellement incurable.

Quoi qu'il en soit, Novartis a besoin que le site de Kayzersberg continue de produire pour éviter la rupture sur les marchés et, quelles que soient les annonces qui seront faites à la rentrée, c'est certainement une arme dans les mains des travailleurs.

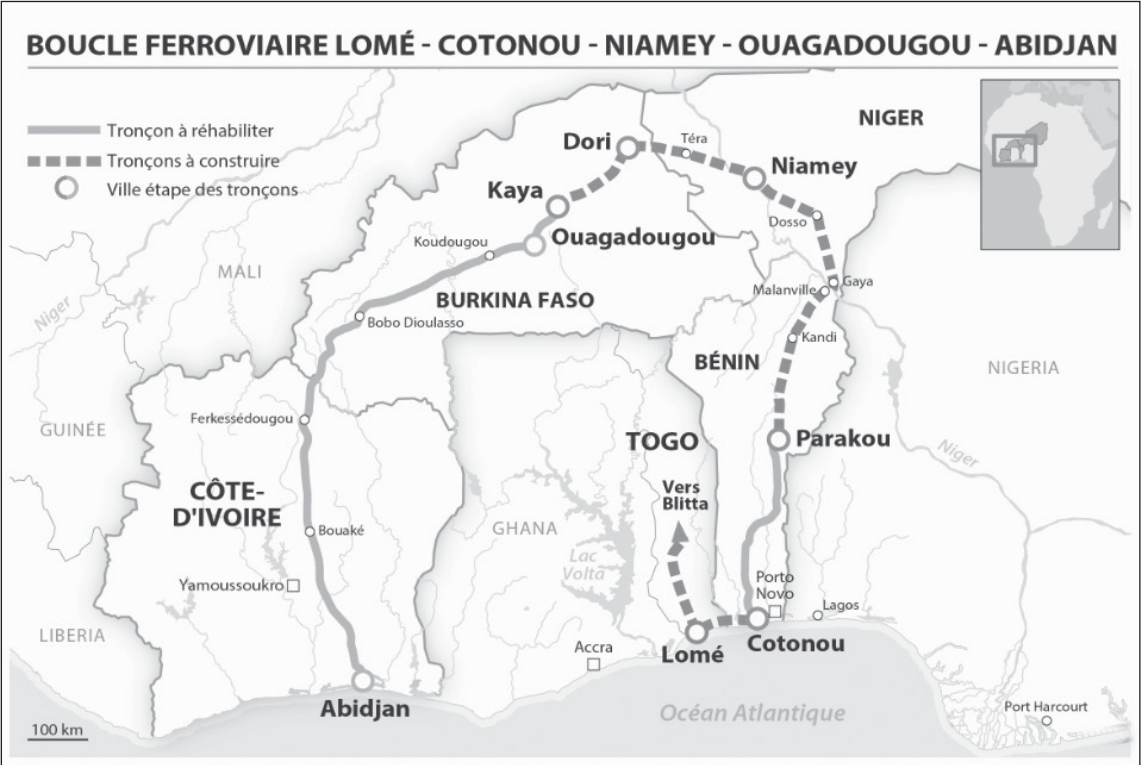
Correspondant LO

Bolloré en Afrique : il n’est pas fini, le temps des colonies

Le groupe Bolloré se lance dans la construction d'une ligne de chemin de fer reliant la Côte d'Ivoire au Togo, en passant par le Burkina Faso, le Niger et le Bénin, et s'étirant sur plus de 2 700 km. Il a déjà signé à la mi-août, via sa filiale Bolloré Africa Logistics (BAL), un accord avec le Niger et le Bénin, portant sur un tronçon de 1 065 kilomètres reliant Cotonou à Niamey.

Dans le cadre des conventions de concession, de construction et d'exploitation signées, Bolloré va financer les travaux de construction et de réhabilitation des tronçons construits à l'époque coloniale. Le montant des investissements s'élèverait à 1 milliard d'euros, soit 1 million du kilomètre. Vincent Bolloré prétend que tout cela sera financé sur les fonds propres du groupe. Mais les activités africaines de Bolloré ont souvent bénéficié de programmes d'aide publique pour le développement d'infrastructures. De toute façon, ce projet promet de rapporter beaucoup d'argent à Bolloré, dont la fortune s'élève déjà à 11 milliards d'euros, soit plus que le PIB annuel du Bénin, estimé à moins de 8 milliards d'euros. La future ligne qui relie le Niger au Bénin sera gérée par Benirail, une société créée fin mai, dont les actionnaires sont le Bénin, le Niger et Bolloré. Mais, si les États béninois et nigérien sont actionnaires chacun à 10%,

le groupe du milliardaire français le sera à 80 % si aucun autre investisseur privé ne se présente, et à 40 % dans le pire des cas, si l'on peut dire. Le rapport de force entre Bolloré, seul, et l'État du Bénin tout entier, indique assez qui exploite qui. Bolloré a acquis depuis près de cinquante ans une situation de monopole dans un certain nombre de secteurs, en particulier dans la partie du continent qui faisait partie auparavant de l'empire colonial français. Le groupe français, présent dans 46 pays africains, possède les infrastructures de quinze ports, dont celui d'Abidjan, des équipements de logistique, des entrepôts, des plantations de palmiers à huile et d'hévéas, et des usines de transformation. Il transporte entre 20 et 30 % des exportations de cacao, de café, d'huile de palme, de coton du continent. Bolloré défend son projet de ligne de chemin de fer en expliquant qu'il s'agit là d'aider au développement de l'Afrique. Le



transport de marchandises et de minerais réalisé grâce à la construction de la ligne ferroviaire Cotonou-Abidjan devrait représenter 90 % du chiffre d'affaires. Le transport de voyageurs ne concernera qu'une part réduite de l'activité de la ligne de chemin de fer, alors que la population de la région devrait dépasser les 300 millions en 2020. Un tel projet représente certes un progrès technique, qui pourrait constituer un progrès tout court pour les populations. Mais comme toujours dans cette société capitaliste, il se traduira surtout par l'exploitation des travailleurs, à

commencer par ceux employés à la construction du chemin de fer, et par le renforcement de l'emprise d'une multinationale sur les pays concernés. « Cette région est riche en minerais, en coton, en hydrocarbures, et le transport de marchandises et de minerais, qui est celui qui rapporte le plus d'argent, est donc intéressant », déclarait il y a peu Michel Roussin, conseiller du PDG du groupe, exprimant on ne peut plus clairement les vraies motivations de Bolloré, loin de ses discours sur l'aide à l'Afrique. Ce conseiller fut également directeur de cabinet du patron de la DGSE

(services secrets français), directeur de cabinet de Jacques Chirac, ministre de la Coopération du gouvernement Balladur et président du Medef Afrique : une illustration de ces liens entre État français et grands patrons, qui permettent à Bolloré de réaliser de si bonnes affaires. Grâce au soutien des gouvernements français successifs et aux relations étroites qu'ils entretiennent avec les dirigeants africains, Bolloré peut continuer à s'enrichir par le pillage des richesses de ce continent... mieux encore qu'au temps des colonies. Aline Rétesse

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2015. Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte Ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Migrants : aucun refuge dans l'Europe capitaliste

On assiste en Europe à un afflux de migrants sans précédent, d'après les médias, les autorités des pays par lesquels ils transitent et les ONG qui leur viennent en aide dans différents pays.

4400 personnes, la plupart venues d'Afrique, ont été recueillies en 24 heures la semaine dernière au large des côtes italiennes sur des bateaux de fortune, après que plus de 2300 ont déjà péri depuis le début de l'année. Des dizaines de milliers d'autres réfugiés, après avoir traversé des milliers de kilomètres à pied, avec leurs enfants, n'emportant quasiment rien, se pressent désormais à la frontière entre la Grèce et la Macédoine pour atteindre la Serbie, puis la Hongrie et son mur dressé pour leur faire obstacle et enfin, de là, les pays de la zone Schengen. Ils seraient 42000 à avoir franchi cette frontière, dont plus de 7000 enfants. Après avoir essayé de les arrêter, ce qui a provoqué des affrontements avec la police, les autorités macédoniennes ont finalement décidé de les laisser passer.

«L'Europe doit prendre ses responsabilités», ont déclaré en chœur Hollande et Merkel, qui parlent des réfugiés comme d'une calamité. Hollande a dit: «Ce sont des épreuves pour les familles concernées mais aussi pour les pays qui sont responsables de les accueillir.»

Fabius, ministre des Affaires étrangères, a affirmé qu'il fallait se montrer ferme avec les réfugiés économiques, à la différence des demandeurs d'asile, et ce «*quoi qu'on en pense*». Tous ces discours vont dans le même sens: faire croire que les migrants constituent une menace pour les populations européennes et leurs conditions de vie.

Et pourtant, en quoi les migrants sont-ils responsables du chômage et de la pauvreté en Europe? En quoi même pourraient-ils l'aggraver? Les capitalistes n'ont pas attendu l'afflux actuel de migrants pour faire payer la crise aux travailleurs, licencier, accroître l'exploitation et faire s'effondrer rapidement le niveau de vie de la population européenne. La guerre et la misère dans les pays pauvres, le chômage et la pauvreté qui explosent dans les pays impérialistes, ne sont que les deux visages d'un même système capitaliste inhumain et décadent.

Si l'Union européenne le voulait réellement, elle aurait les moyens d'accueillir les migrants, au lieu d'essayer en vain de les refouler, ne faisant que



Le 22 août à la frontière entre la Grèce et la Macédoine

les contraindre à de nouvelles épreuves. Pour les gouvernements d'Europe qui imposent à leurs populations des politiques d'austérité, les migrants constituent des boucs

émissaires tout désignés.

Alors, les travailleurs d'ici ont tout intérêt à refuser la démagogie et les divisions dressées entre les peuples, aussi bien entre Européens qu'avec

les migrants venus de plus loin. Car une grande partie d'entre eux grossiront demain les rangs du monde du travail, et ils participeront aussi à ses luttes.

Pierre Merlet

Accord franco-anglais: toujours plus de répression

Les gouvernements français et anglais ont signé jeudi 20 août un accord qui renforce la répression contre les migrants. Ils se sont entendus pour mettre en place un commandement coordonné des forces de police françaises et britanniques, un centre de contrôle, des moyens de détection à infrarouge et des projecteurs, 1300 policiers

et gendarmes venant compléter le dispositif répressif existant. Sur le plan financier, le gouvernement britannique doit apporter une contribution de 10 millions d'euros à l'enveloppe financière que tous ces moyens nécessitent, ce qui la portera au total à 35 millions d'euros.

Les ministres de l'Intérieur français et anglais ont prétendu

hypocritement vouloir lutter contre les passeurs qui profitent des migrants ayant les moyens de payer. Mais il n'y a aucune considération humanitaire dans cette collaboration franco-britannique. Leur seule préoccupation est de renforcer la chasse aux migrants en partageant davantage les frais que cela entraîne.

Anne Poucta

Il y a 75 ans: l'assassinat de Léon Trotsky

Le 20 août 1940, Léon Trotsky était assassiné par un agent de Staline au Mexique, où il avait trouvé refuge depuis 1937.

Staline tâchait alors d'éliminer les communistes révolutionnaires, en Union Soviétique d'abord mais aussi en dehors. Staline était le représentant politique de la bureaucratie qui avait accaparé le pouvoir mis en place par les travailleurs russes depuis la révolution de 1917. La guerre civile imposée au jeune pouvoir des Soviétiques par les contre-révolutionnaires entre 1918 et 1920 ayant épuisé la classe ouvrière au point de la rendre incapable d'exercer le pouvoir, une grande partie de l'appareil soviétique donna naissance à une bureaucratie de plus en plus autonome. Cette dernière finit par exercer une dictature, d'autant plus féroce qu'elle craignait que la

classe ouvrière retrouve un jour son ardeur révolutionnaire, mettant alors fin à la domination des bureaucrates.

Lénine avait tenté de s'opposer à cette évolution et, après sa mort en 1924, Léon Trotsky représenta le camp des communistes révolutionnaires qui se battaient pour que les travailleurs exercent le pouvoir démocratiquement en URSS et continuent à se battre pour le conquérir dans le monde.

Dirigeant l'Opposition de gauche à la bureaucratie, Trotsky fut écarté du pouvoir au milieu des années 1920, comme bien d'autres militants bolcheviques. Il fut exclu du Parti communiste russe en 1927, déporté l'année suivante,

comme bien d'autres également et expulsé d'URSS en 1929. À partir de 1936, Staline fit fusiller lors des grandes purges, ces militants fidèles à la révolution d'Octobre et au léninisme, vétérans d'avant 1917, combattants de la guerre civile ou jeunes révolutionnaires de la nouvelle génération.

En exil en Turquie, puis en France, en Norvège et finalement au Mexique, Trotsky s'efforça de faire vivre la minorité du mouvement communiste qui ne se résignait pas au stalinisme et de lui donner une politique.

Trotsky critiquait non seulement la dictature de la bureaucratie stalinienne étouffant les travailleurs en URSS, mais aussi la politique que Staline faisait mener à l'Internationale communiste (la Troisième internationale)

hors d'URSS. Dans des situations différentes, mais où le prolétariat jouait un rôle politique déterminant, les appareils staliens sabotèrent les possibilités révolutionnaires. Ils envoyèrent la classe ouvrière chinoise au massacre en 1925-1927, désarmèrent le prolétariat allemand devant le danger nazi au début des années 1930, mirent tout en œuvre pour faire avorter la vague de grèves de mai-juin 1936 en France et mirent les travailleurs à la remorque des démocrates bourgeois pendant la révolution d'Espagne.

Dans toutes ces situations, Trotsky proposa une politique et une direction à la classe ouvrière. Mais le reflux continua de s'approfondir.

À l'approche de la guerre, Staline ne pouvait

laisser subsister le drapeau vivant qu'était Trotsky. Vingt ans après 1917, celui qui avait été le dirigeant de deux révolutions, l'organisateur et le chef de l'Armée rouge conservait un grand crédit. Staline le fit donc assassiner.

C'est en référence à ce que Trotsky a représenté, à son combat, en tant que communiste révolutionnaire, contre le stalinisme, à son rôle de continuateur de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, que Lutte Ouvrière se réclame toujours du trotskysme et fait sienne la perspective de reconstruction d'une Internationale communiste, la Quatrième internationale, dont Trotsky lui-même avait planté le drapeau peu avant son assassinat.

Lucien Déroit